2022

RAPPORT D'ENGAGEMENT

PROMEPAR
ASSET MANAGEMENT

SOMMAIRE

01. PRINCIPES GENERAUX DE LA POLITIQUE D'ENGAGEMENT

1.1. Le dialogue avec les entreprises

1.2. La politique de vote

02. DIALOGUE AVEC LES ENTREPRISES DETENUES

05. DIALOGUE AVEC LES SOCIETES DE GESTION

06. ENGAGEMENT COLLABORATIF

07. EXERCICE DES DROITS DE VOTE 2022

PREAMBULE

OÙ NOUS EN SOMMES AUJOURD'HUI

Depuis 2016, Promepar Asset Management multiplie ses engagements et ses initiatives d'actionnaire engagé pour le déploiement de la finance responsable.
Cela repose sur

- Ses adhésions à plusieurs organismes tels que :
  - Ethique et Investissement en 2016,
  - Les Principes pour l'Investissement Responsable (PRI) en 2019,
  - Le Forum pour l'Investissement Responsable (FIR) et le Carbon Disclosure Project (CDP) en 2021.

- Ses politiques internes (Démarche ESG/ISR)) :
  - Politique ESG
  - Politique de vote
  - Politique d'engagement

Cela se matérialise par plusieurs objectifs :

- Inciter l'évolution positive des pratiques de la responsabilité sociale et sociétale (RSE) des entreprises à travers le dialogue, l'exercice des droits de vote aux Assemblées Générales et, le cas échéant le soutien ou la participation à des coalitions d'actionnaires pour déposer des points ou des résolutions à l'ordre du jour des assemblées générales.

- Communiquer, sensibiliser et former ses collaborateurs, son réseau de conseillers et ses clients à l'actualité de la finance durable et sur l'importance de la prise en compte des critères extra-financiers.

- Répondre à l'attente des épargnants désireux de concilier performance financière et impacts sociétaux.

Le rapport d'engagement a pour but d'exposer les actions qui ont été menées par Promepar AM durant l'année 2022. Il s'articule autour de 2 grands axes : le dialogue mené auprès des entreprises et les engagements collectifs.

PRINCIPES GENERAUX DE LA POLITIQUE D'ENGAGEMENT

1- LE DIALOGUE AVEC LES ENTREPRISES

Promepar AM est convaincu que l'engagement actionnarial est un levier indispensable pour accompagner les entreprises dans les évolutions positives de leur RSE.

Promepar AM tient à exercer son rôle d'actionnaire responsable et est favorable à plus de transparence de la part des entreprises concernant leurs engagements extra-financiers. Nous sommes convaincus que l'analyse extra-financière complète l'analyse financière car toute information environnementale, sociale et de gouvernance donne souvent de bonnes indications sur la qualité de la gestion de la société, sur sa pérennité, et permet de repérer des risques ou des opportunités non lisibles dans les bilans financiers. Ces analyses permettent par ailleurs d'identifier les acteurs les plus impliqués dans le développement durable.

Cet engagement se matérialise sous plusieurs formes :

- Des réunions individuelles et collectives avec le management et les responsables RSE des émetteurs que nous détenons en portefeuille ou dans lesquelles nous souhaitons investir
- Le soutien à des initiatives de place
- Le vote aux assemblées générales.

Le dialogue se situe au niveau stratégique de l'entreprise, avec des échanges directs, et suivis. Il consiste à poser des questions ou aborder des sujets spécifiques lorsque la stratégie extra financière ou des points ESG apparaissent insuffisamment pris en compte ou manquent de transparence.

Nous pouvons également mener des actions d'engagement avec les entreprises en amont des assemblées générales de manière à aborder et parfois influencer les résolutions proposées à l'ordre du jour. Ce faisant, nous nous assurons qu'elles respectent les intérêts des actionnaires minoritaires et sont conformes à notre politique de vote.

Pour plus de détails, la politique d'engagement est disponible sur le site internet de Promepar AM : Politique d'engagement Promepar AM

PRINCIPES GENERAUX DE LA POLITIQUE D'ENGAGEMENT

2- LA POLITIQUE DE VOTE

Les principes de la politique de vote de Promepar AM, visent à promouvoir la valorisation à long terme des investissements et à encourager la transparence, la cohérence, l'intégrité, l'équité et le développement durable.

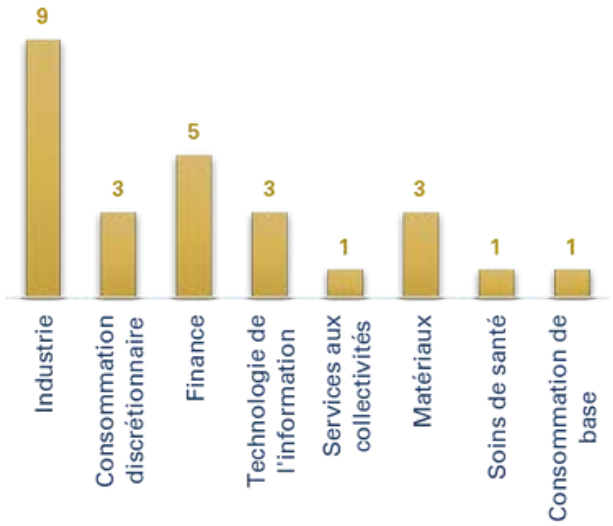
Nos OPC, actions ou diversifiés, donnent à nos gérants un droit de vote. Pour exercer ses droits de vote, Promepar AM s'appuie sur les recommandations de Proxinvest-Glass Lewis, agence spécialisée dans l'analyse de la gouvernance et l'analyse des résolutions des assemblées générales. Sur le périmètre français, Promepar AM suit spécifiquement les recommandations de Proxinvest. Sur la zone géographique européenne hors France, Promepar AM suit les recommandations de Glass Lewis.

Pour plus de détails, la politique de vote et l'exercice des droits de vote annuel sont publiés sur notre site internet : Politique de vote Promepar AM & Exercice des droits de vote annuel.

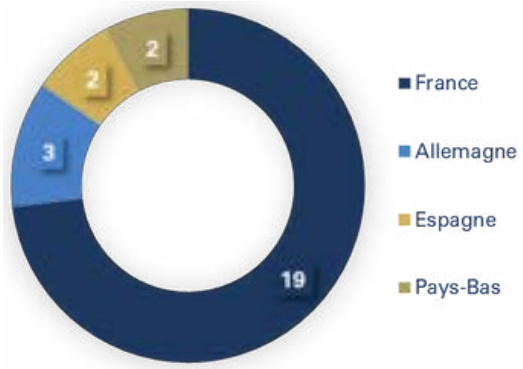
DIALOGUE AVEC LES ENTREPRISES DETENUES

En 2022, nous avons rencontré en direct 26 entreprises lors de réunions spécifiques sur des sujets ESG. Certaines d'entre elles ont fait l'objet de plusieurs rencontres dans l'année afin d'approfondir différents sujets environnementaux, sociaux ou de gouvernance.

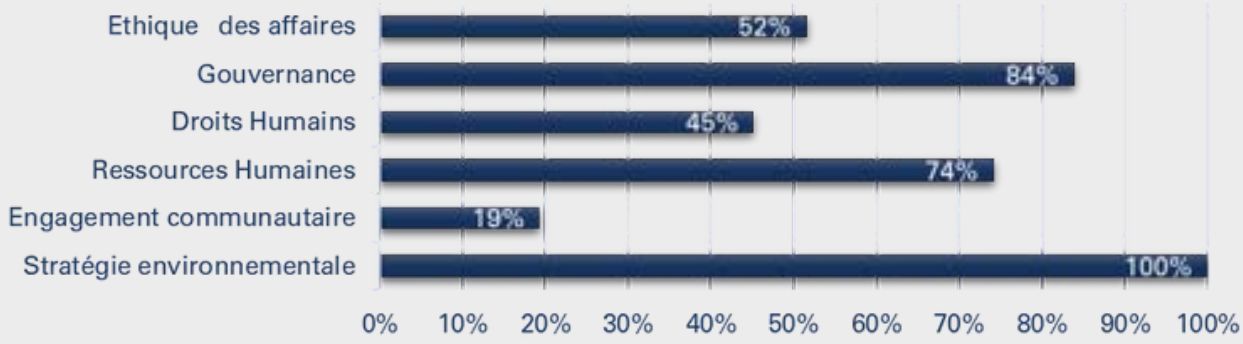
Répartition par secteurs GICS (en nombre)



Répartition par pays des sociétés rencontrées (en nombre)



Répartition des thèmes ESG abordés lors des réunions



Les sujets les plus courants lors des discussions concernaient

- **Ethique des affaires :** gestion des controverses - intégration des critères ESG au sein de la chaine d'approvisionnement, etc.
- **Gouvernance :** rémunération des dirigeants - part des critères ESG dans les rémunérations variables de court et long terme - ratio d'équité, etc.
- **Droits Humains :** droit du travail - parité hommes/femmes, etc.
- **Ressources Humaines :** politiques de recrutement - gestion des réorganisations – politique de santé et de sécurité, etc.
- **Engagement communautaire :**développement des communautés locales, etc.
- **Stratégie environnementale :** trajectoire climat – pollution - l'économie circulaire, etc.

Exemples d'engagements et dialogues avec les sociétés

01

Bureau Veritas

Engagement individuel pour les inciter à devenir signataires du Pacte Mondial des Nations Unies

02

Danone

Dialogue collectif autour du rôle du Président d'Honneur, Franck Riboud

03

Allianz

Dialogue autour de la controverse des fonds structurés «Alpha»

04

Schneider Electric

Dialogue autour de la controverse d'entente sur les prix en France

BUREAU VERITAS

Engagement individuel pour les inciter à devenir signataires du Pacte Mondial des Nations Unies

Bureau Veritas SA est le leader mondial des prestations d'évaluation de conformité et de certification appliquées aux domaines de la qualité, de la sécurité, de la santé, de l'environnement et de la responsabilité sociale. L'activité du groupe consiste à inspecter, à analyser, à auditer et à certifier des produits, des actifs (bâtiments, infrastructures industrielles, équipements, navires, etc.) et des systèmes de gestion (notamment normes ISO) par rapport à des référentiels réglementaires ou volontaires.

Objet

Parmi les critères que nous suivons particulièrement, la signature du Pacte Mondial des Nations Unies par les émetteurs que nous sélectionnons occupe une place importante.
Or Bureau Veritas n'est pas référencé comme signataire sur le site du Pacte Mondial des Nations Unies (ou Global Compact) malgré le fait qu'elle ait « une démarche engagée sur les principes du Global Compact ». En revanche, ses entités d'Espagne, de Géorgie et de Singapour le sont.

Le Pacte mondial des Nations Unies est la plus vaste initiative mondiale de durabilité engageant les entreprises sur une base volontaire dans le monde. Cette initiative s'articule autour de Dix principes, issus des textes fondamentaux des Nations Unies, à respecter en matière de droits humains, de droit du travail, d'environnement et de lutte contre la corruption.

Analyse

En avril 2022, nous avons envoyé une lettre à Bureau Veritas afin de leur demander les raisons pour lesquelles ils ont décidé de ne pas être signataires.

La société nous a répondu avoir remonté l'importance d'être signataire du Pacte mondial des Nations Unies auprès des équipes RSE. Malheureusement compte tenu de restriction budgétaire, cette situation ne devrait pas évoluer à court terme.

Conclusion

Bureau Veritas affiche une belle progression sur plusieurs thèmes extra-financiers. Nous considérons les politiques RSE du groupe comme étant en ligne avec les dix principes du Pacte Mondial des Nations Unies. Nous avons réitéré notre demande au cours d'un entretien ultérieur et nous restons attentifs aux progrès du Groupe sur une éventuelle adhésion.

DANONE

Dialogue collectif autour du rôle du Président d'Honneur, Franck Riboud

Danone est une entreprise agroalimentaire, leader mondial dans quatre métiers : les Produits Laitiers & d'Origine Végétale, les Eaux, la Nutrition Infantile et la Nutrition Médicale. En juin 2020, Danone est devenue la première société cotée à adopter le statut de Société à Mission.

Objet

Revoir le règlement intérieur du Conseil d'Administration (CA) pour clarifier et limiter le rôle de l'ex-Président Directeur Général (PDG) Franck Riboud nommé Président d'honneur du conseil mais invité systématiquement à tous les conseils.

Analyse

En avril 2022, Promepar AM a participé à une rencontre - organisée par la société de gestion Phitrust - avec le Président du conseil de Danone pour demander de limiter la participation au CA de l'ex PDG et ne l'inviter qu'à titre exceptionnel et motivé pour tout ou partie des conseils d'administration.

Conclusion

Cette demande n'ayant pas abouti à l'issue du dialogue, Phitrust a déposé une résolution à l'Assemblée générale. Celle-ci a obtenu 59,3% des votes (vs 66% nécessaires). Cependant le règlement intérieur a tout de même été modifié pour y inclure des évolutions allant dans le sens demandé par Phitrust, notamment concernant la confidentialité des débats du conseil.
Si cette révision est positive, nous restons vigilants sur l'équilibre de la gouvernance du groupe.

ALLIANZ

Dialogue autour de la controverse des fonds structurés « Alpha »

Fondé en 1890 à Berlin et entré en bourse en 1985, Allianz est un le leader européen de l'assurance et des services financiers. Allianz propose une offre complète couvrant tous les besoins en assurance, assistance et services financiers des particuliers, professionnels, entreprises et collectivités.
Présent dans plus de 70 pays, Allianz est un acteur majeur à l'échelle planétaire avec plus de 155.000 employés et plus de 126 millions de clients.

Objet

Le 17 mai 2022, la United States Securities and Exchange Commission (SEC) et le United States Department of Justice (DoJ) des États-Unis ont annoncé qu'ils avaient conclu un accord transactionnel historique de 5 milliards de dollars (5,69 milliards d'euros) avec AGI U.S., une filiale d'investissement d'Allianz SE, dans lequel la société a plaidé coupable à plusieurs accusations de fraude entre 2016 et 2020 concernant les "Structured Alpha Funds"

Analyse

Promepar AM a participé à une rencontre avec Allianz où le sujet de la controverse a été abordé. La société a reprécisé que cette controverse était un évènement isolé, qui a impliqué exclusivement 3 personnes de la société qui ont été licenciées, et que l'enquête du DOJ n'a par ailleurs pas trouvé de connaissance ou de participation à la mauvaise conduite chez Allianz SE ou toute autre entité du groupe Allianz.

Conclusion

La controverse est circonscrite à un faible nombre d'individus qui ne font désormais plus partie de l'entité.
L'entreprise a été très réactive et a pris des mesures drastiques, dont le renforcement de systèmes de contrôle et le remboursement des clients abusées dont les pensions étaient investies dans le fonds Structured Alpha Funds institutionnels pour financer leur retraite (restitution de 5 Mds $).

SCHNEIDER ELECTRIC

Dialogue autour de la controverse d'entente sur les prix en France

Schneider Electric SE mène la Transformation Numérique de la Gestion de l'Energie et des Automatismes dans le Résidentiel, les Bâtiments, les Centres de données, les Infrastructures et les Industries.
Présent dans plus de 115 pays, Schneider Electric est le leader incontesté de la gestion électrique - moyenne tension, basse tension et énergie sécurisée, et des systèmes d'automatismes. La société fournit des solutions d'efficacité intégrées qui associent gestion de l'énergie, automatismes et logiciels.

Objet

Le 4 juillet 2022, Schneider Electric a reçu une notification de griefs de l'Autorité de la concurrence alléguant que l'autonomie tarifaire de certains distributeurs sur le marché français aurait été limitée, en violation des règles de concurrence.

Analyse

Nous avons rencontré la société à deux reprises en 2022. L'enquête étant en cours, il était difficile pour la société de nous en dire davantage.
Schneider a réaffirmé son désaccord avec les allégations. La société nous a confirmé avoir bien apporté les éléments demandés aux autorités françaises. Ils sont désormais dans l'attente du retour de l'autorité de la concurrence, pas de visibilité sur le calendrier.

Conclusion

L'enquête est très longue, elle dure depuis 4 ans sans grande évolution. Nous restons en alerte quant à la suite des évènements.

DIALOGUE AVEC LES SOCIÉTÉS DE GESTION

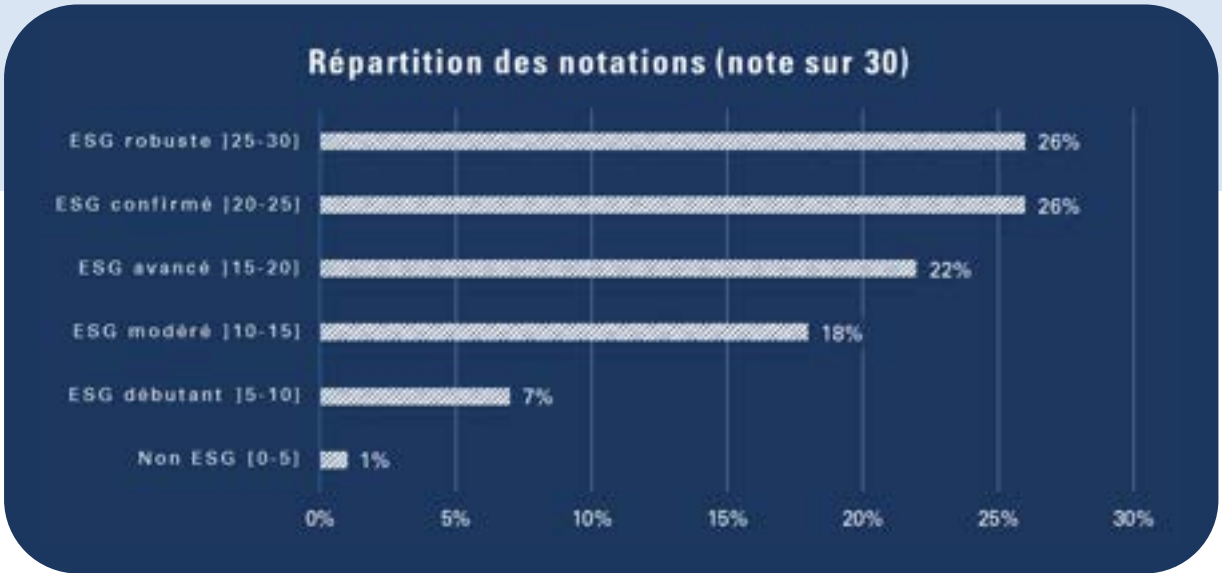
Concernant les OPC dans lesquels nous investissons en architecture ouverte, nous dialoguons systématiquement avec les sociétés de gestion et les gérants afin d'évaluer leur processus d'intégration ESG/ISR et cela de manière régulière.

Cela passe dans un premier temps par l'envoi d'un questionnaire d'une cinquantaine de questions ESG/RSE sur la société de gestion en général et sur le fonds en particulier. Les réponses apportées nous permettent de donner une note selon une grille développée en interne de 0 (moins bonne note) à 30 (meilleure note). En octobre 2022, nous avions ainsi noté 155 fonds issus de 80 sociétés de gestion différentes. Voir la répartition des notations ci-dessous.

Par ailleurs, nous interpellons directement les gérants des OPC dans lesquels nous sommes investis, en particulier dans nos solutions ISR, en cas de controverses graves concernant une de leur position.

A titre d'exemple, en 2022, nous avons sollicité les gérants de fonds concernés par les controverses d'Orpéa et de Téléperformance afin de leur demander leur analyse ESG de la situation, l'impact sur leur cas d'investissement et, le cas échéant, les mesures mises en place. Pour rappel, Orpéa a été l'objet d'un livre dénonçant leurs nombreuses dérives tant sociales que financières avec de lourds impacts sur le personnel et les résidents ; ces dénonciations ont entraîné la chute de son cours de Bourse. Concernant, Téléperformance, le cours de bourse a été très fortement impacté en novembre 2022 à la suite d'une enquête en Colombie sur son activité de modération de contenu.

Par ailleurs, grâce à nos investissements dans la SICAV Phitrust Active Investors France, nous soutenons et collaborons activement avec la société de gestion Phitrust spécialisée dans l'engagement actionnarial et le dépôt de résolutions externes, en particulier sur les sociétés du CAC 40



ENGAGEMENT COLLABORATIF

Promepar AM est signataire du CDP, une organisation à but non lucratif qui gère un système mondial d'informations permettant aux investisseurs, aux entreprises, aux villes, aux États et aux régions de mieux mesurer leur impact sur l'environnement.

En 2022, Promepar AM a rejoint, pour la deuxième année consécutive, la Disclosure Campaign lancée par le CDP en septembre auprès de plus de 7 000 entreprises de plus de 77 pays leur demandant de déclarer leurs impacts climatiques – gestion de l'eau et gestion des forêts- Une notation de A à D est attribuée englobant l'exhaustivité des réponses, la sensibilisation et la gestion des risques environnementaux, les pratiques associées au leadership environnemental, telles que l'établissement d'objectifs ambitieux et significatifs.

Promepar AM a également fait pression, à travers la campagne *2022 Science-Based Targets* du CDP, sur des entreprises ciblées pour qu'elles se fixent un objectif de réduction des émissions approuvé par l'initiative Science Based Targets, la norme industrielle pour des objectifs climatiques qui couvrent toutes les émissions de la chaîne de valeur d'une entreprise. En 2022, 274 institutions financières ont soutenu cet appel à l'action, la campagne a augmenté de 25% par rapport à 2021. Les actifs représentés par ces 274 institutions financières s'élèvent à 36,5 milliards de dollars américains, ce qui fait de cet effort de collaboration l'une des plus grandes campagnes d'engagement d'investisseurs au monde.

EXERCICE DES DROITS DE VOTE 2022

Pour plus de détails, le rapport sur l'exercice des droits de vote annuel est publié sur notre site internet : Exercice des droits de vote annuel

Rappel du périmètre de vote : en 2022 Promepar AM a voté pour les sociétés couvertes par Proxinvest sur le périmètre européen. Le bilan de l'exercice des droits de vote 2022 est effectué uniquement sur les titres - du périmètre couvert - dont on détient des droits de vote.

212
assemblées générales votées

4.081
résolutions votées

BILAN GÉNÉRAL

	En nombre	en %
Assemblées générales totales	217	
Assemblées générales suivies	212	97.7%
Nombre de bulletins	410	
Nombre de bulletins exercés	403	98,3%
Nombre de résolutions	4210	
Nombre de résolutions votées	4104	97.5%
Nombre d'AG avec au moins 1 vote négatif	197/212	92.7%

	Résolution du management		Résolution des actionnaires		Toutes résolutions	
	Total	en %	Total	en %	Total	en %
Résolutions totales	4 178	-	32	-	4 210	-
Résolutions votées	4 081	97.7%	23	71.9%	4 104	97.5%
Votes POUR	2 695	64,5%	21	65.7%	2 716	64.5%
Votes CONTRE	1 383	33,1%	2	6.3%	1 385	32.9%
Votes ABSTENTION	3	0.07%	0	0%	3	0.07%
Votes en ligne avec le management	2 702	64.7%	16	50%	2 718	64.6%
Votes contre le management	1 379	33%	7	21.9%	1 386	32.9%

Remarque : *5 AG non enregistrées par ISS : Eurofins - Koninklijke - Philips NV - The Navigator Co - Vetoquinol SA - Worldline.*

TOP DES RÉSOLUTIONS APPROUVÉES

Résolution	Nb AG	Nb résolutions	% votes POUR
Formalités administratives	140	150	**100**
Augmentation de capital par incorporation de réserve, primes ou bénéfice	52	52	**100**
Limitation globale d'augmentation de capital	39	41	**100**
Non renouvellement des administrateurs	19	26	**100**
Approbation de dépenses non déductibles	146	146	**99**
Approbation des comptes sociaux	146	146	**99**
Affectation du résultat social (dividende)	176	170	**97**
Emission d'actions réservées aux salariés	101	123	**94**
Quitus (décharge de responsabilité)	22	52	**92**
Affectation des résultats, des reports à nouveau des dépenses non déductibles	11	12	**92**

TOP DES RÉSOLUTIONS CONTESTÉES

Résolution	Détails	Nb AG	Nb Résolutions	% votes CONTRE
Délibérations sur d'éventuelles poursuites judiciaires à l'encontre des administrateurs/auditeurs (internes)	Résolutions externes non annoncées Eni – Enel – Unicredit – Intesa San paolo – Prysmian – Nexi – Buzzi Infrastrucutre	9	**9**	**100**
Modification du seuil statutaire de déclaration d'actionnariat	Focus Home Interactive - Largo - Hexaom	3	**3**	**100**
Résolutions spécifiques concernant le board	Aegon wavestone Focus Home interactive	3	**3**	**100**
Indemnités de départ	Ekinops - Jacquet Métals - Industria de Diseno Textil	3	**3**	**100**
Autoriser une augmentation de capital allant jusqu'à 10 % du capital émis en vue d'acquisitions futures	Aucune annonce de projets d'acquisition	50	**51**	**98**
Emissions de warrants réservés aux board – green Shoes – BSA – BSPC	Carbios (x4) – ecomiam – Bio-UV Grp – ID Logistic – Assystem – Hydrogene de France – Bilendi	14	**19**	**94**
Emissions d'actions pour placements privés	Absence de projets spécifiques etc.	76	**92**	**90**
Emission d'actions sans DPS	Décote trop importante (10% vs 5% attendue) etc.	77	**83**	**73**
Attribution d'actions gratuites	Non séparation des salariés et mandataires sociaux, etc.	82	**92**	**70**
Rémunérations CEO	Excessives	172	**92**	**51**

AVERTISSEMENTS

Les informations contenues dans ce document vous sont communiquées à titre purement indicatif et ne sauraient donc être considérées comme un conseil en investissement, une recommandation de conclure une opération ou une offre de souscription. Les points de vue et stratégies décrits peuvent ne pas être adéquats pour tous les investisseurs. Les équipes de Promepar Asset Management sont à votre disposition afin de vous permettre d'obtenir une recommandation personnalisée.

Coordonnées

Immeuble Le Village 1
Quartier Valmy
33 place ronde
CS50246
92981 Paris La Défense Cedex

www.promepar.fr

promepar.assetmanagement@bred.fr

www.linkedin.com/company/25263774/

01 40 90 28 60

PROMEPAR
ASSET MANAGEMENT

Société de gestion de portefeuilles du Groupe BRED Banque Populaire
Titulaire de l'agrément n° GP 92-17 délivré le 7 octobre 1992
Société Anonyme au capital de 2 000 000 euros, immatriculée 311 888 010 au RCS Paris, TVA intercommunautaire : FR 053 11 888 010
Siège Social : 18 quai de la Rapée – 75012 Paris.